



## Propos de M. le Président

---

Nos lecteurs voudront bien excuser le retard que nous avons mis, bien malgré nous, à leur faire part de nos activités au cours de la saison dernière. Les raisons en sont à peu près uniquement d'ordre financier. On ne s'étonnera pas que notre trésorerie se trouve quelquefois un peu essoufflée. Bien des Sociétés de notre connaissance, et dont nous-même faisons partie, bien des groupements littéraires ou scientifiques d'une ancienneté d'ailleurs plus grande que la nôtre, sont contraints de faire appel de temps à autre à l'indulgence de leurs membres lorsqu'il leur est impossible, pécuniairement, de faire paraître leur bulletin annuel. Sait-on que l'édition du nôtre nous coûte, bon an mal an, quelque 60.000 francs ? Or, nous sommes tenus à la plus sévère circonspection, attendu que, même si nous renonçons la mort dans l'âme à réaliser certains projets qui nous sont chers, cette abnégation elle-même n'a qu'une vertu négative. Chaque année, en effet, nous impose la nécessité de nouvelles charges : c'est ainsi que la seconde édition de notre « *Guide Illustré* » est sur le point d'être épuisée. Il nous faut penser à en tirer à tout prix une édition nouvelle : cet ouvrage, très demandé, joue un rôle capital dans notre publicité. Mais il comporte 150 pages et de nombreux clichés : on imagine sans peine à quel chiffre énorme peut s'élever le coût de son impression.

Or, comme en sont bien informés la plupart d'entre vous, notre Syndicat, au même titre que les deux autres syndicats officiellement reconnus dans le département, fait partie de cette plèbe que l'on nomme en haut lieu, avec cette commisération feinte qui est la forme du mépris : les *petits* syndicats. En conséquence, et par une logique qui serait baroque si elle n'était en fait qu'une mystification hypocrite, ces *petits* syndicats, vers qui devrait se porter la sollicitude et l'aide des pouvoirs

publics, sont pratiquement abandonnés au contraire à leur propre destin, à leurs seules ressources. C'est un fait, qu'il est bien vain de deplorer : ce sont les stations universellement célèbres et surabondamment acnalangées qui reçoivent le plus copieusement — et de bien loin — de la manne nationale.

Notre Société et notre Syndicat ont déjà souffert de l'incroyable attitude de l'Organisme officiel qui détient et dispense les fonds publics affectés au Tourisme. La subvention qu'il nous accorde est de 10.000 francs : elle couvre à peine *la moitié* de ce qu'exige de nous, en cotisation annuelle et pour l'insertion de notre publicité dans l'*Annuaire des ESSI*, cet Office, prétendu, et même soi-disant, touristique et national. Or, voilà quelques années, nous eûmes la surprise, un beau matin, de constater que cette allocation dérisoire avait été, sans préavis et sans excuse, réduite de 2.000 francs ! Aussitôt, bien entendu, protestation de notre part. Protestation dont la véhémence était à la mesure de l'insolence des anonymes auteurs de pareille opération, et de la gravité de l'offense qu'ils se permettaient de nous infliger. Une année passe, et voilà que nous sont rendus les 2.000 francs supprimés. Mais, un an après, récurrence : toujours sans excuses comme sans motifs, nouvelle amputation de 2.000 francs. Nos amis comprendront qu'à partir de ce jour, les choses étant devenues tout à fait claires à nos yeux, nous ayons refusé le jouer plus longtemps, auprès de ces gens, ce rôle de valet et de dupe. Notre silence fut-il interprété exactement en haut lieu, c'est-à-dire comme la réprobation méprisante de notre dignité et de notre bon droit ? Toujours est-il que, l'année suivante, notre subvention fut rétablie dans l'intégrité de sa ridicule maigreur. Nous nous plaisons à penser que cette réparation de justice, bien peu coûteuse en vérité, est due à l'intervention de ceux qui nous connaissent bien ou mieux, je veux dire les dirigeants régionaux (toulousains) de la Fédération Pyrénées-Languedoc-Gascogne, avec lesquels, d'ailleurs nous restons dans les meilleurs termes.

De telles déconvenues, imméritées et amères, nous auraient détourné de poursuivre un travail qui devient plus lourd chaque année, si nous n'avions reçu, de toutes parts, les secours, moraux et matériels, les plus efficaces. Vous tous d'abord, membres de notre Société, c'est-à-dire aussi de notre Syndicat, avez montré, à l'é-

gard de la ville que vous aimez et de ceux qui travaillent pour elle, une compréhension et même un dévouement qui nous a tirés à la fois d'amertume et de difficulté. Non seulement vous êtes de plus en plus nombreux — les commerçants en particulier — à faire partie de notre groupement, mais encore vous consentez pour la plupart à verser spontanément, à titre de don, un supplément de cotisation. De plus, notre municipalité, à laquelle nous avons eu l'occasion, déjà, de rendre hommage et de dire notre gratitude, a porté à 30.000 francs la subvention qu'elle nous accorde annuellement. Enfin, le Conseil Général de Tarn-et-Garonne, dont la plupart des membres manifestent pour notre cité une dilection qui nous touche, et dont tous savent bien qu'en favorisant le tourisme dans notre région, particulièrement privilégiée, ils travaillent indirectement pour le département tout entier, nous réserve chaque année, au chapitre de son budget afférent aux œuvres touristiques, une allocation substantielle.

Au nom de l'amour commun que nous portons à notre ville, nous voulons dire à tous ces amis, si attentivement et précieusement dévoués, notre gratitude profonde.

A quoi employons-nous les ressources qui nous sont de la sorte fournies ? Eh bien, comme c'est exactement notre rôle : à la *publicité*, avant tout. Vous savez combien sont onéreuses les annonces que nous publions dans les revues, les journaux, dans les guides et itinéraires français ou étrangers. Vous n'ignorez pas davantage que l'édition de nos dépliants — répandus un peu partout en France —, que la réédition de notre *Guide Illustré*, absorbe la quasi totalité de nos ressources. Certes, partout ailleurs, c'est la Municipalité qui, sur les conseils du Syndicat d'Initiatives, prend à sa charge les frais de cette propagande. Mais, étant donné le bon vouloir de la nôtre, qui s'impose en ce moment d'énormes dépenses (récente adduction d'eau réalisée d'ailleurs en un « temps record » en dépit de difficultés techniques particulièrement ardues) — fabrication et pose de panonceaux de tourisme, des nouvelles plaques portant le nom des rues (chacune d'elles affectée du numéro qui figure dans l'itinéraire inséré dans notre *Guide*, ce qui facilitera aux touristes la visite de notre cité — création de jardinets et de parterres — établissement un peu partout, surtout aux points les plus pittoresques, de

bancs de repos pour les promeneurs, etc...), nous avons cru de notre devoir de continuer à prendre à notre seule charge, et sous toutes ses formes, les dépenses de publicité.

Ce qui nous reste, nous le consacrons à l'amélioration et à l'extension de notre Musée, qui attire un nombre toujours plus grand de visiteurs et auquel s'intéressent, de plus en plus nombreux, des savants venus de tous les côtés. Or une vitrine nous revient à 40.000 francs, même avec le concours des Archives départementales. Une seule boîte à insectes nous coûte près de 2.000 francs, sans parler des installations d'éclairage... Nous subventionnons également le groupe des jeunes spéléologues montalbanais, affilié à notre Société et qui travaille dans notre région; les frais d'appareillage : échelles, cordes, lampes, appareil pour plongées et canots pour navigation souterraine, sont considérables, comme on l'entend bien.

Quant aux résultats acquis cette année par nos différents groupes, ils ont été, en raison de bien des circonstances, assez médiocres. Paul Darasse parlera plus loin des fouilles qu'il poursuit dans l'abri de Fontalès, et que l'été diluvien que nous avons subi a gravement contrariées. En ce qui concerne notre groupe de spéléologie, nous avons dû enregistrer la défection de son chef, notre camarade Domont qui, pour des raisons personnelles dont nous ne sommes pas juges, a cru devoir renoncer à son activité. Nous avons par contre une bonne nouvelle à vous annoncer : notre ami Albert Cavaillé vient d'être élu Président de la Société Spéléologique de France. Nous nous réjouissons et tirons fierté de l'honneur qui lui est fait. On voit rarement réunies en un seul homme de si hautes qualités de courage physique et de vigueur d'esprit, une information scientifique si vaste et si profonde. Il sera toujours à nos côtés, pour conseiller et pour conduire notre équipe de jeunes chercheurs.

Il est, pour un Syndicat d'Initiatives, un autre genre d'activité d'une importance capitale : il s'agit de l'information des touristes. Information préalable, d'abord : il faut que les gens sachent exactement ce qu'ils trouveront ici. C'est pourquoi, et de plus en plus fréquemment, nous avons à répondre avec précision à des demandes de renseignements de tout ordre que, de toutes parts, nous demandent les maisons d'édition de guides, les

agences de voyages, les sociétés savantes ou les chercheurs individuels : historiens, botanistes, géologues, entomologistes, écrivains, etc.. Nous avons dû multiplier encore, cette année, les efforts que nous impose le devoir d'information des touristes que cette propagande a attirés chez nous. Pendant la durée du temps chaud surtout, une bonne part de nos journées a été consacrée à remplir de notre mieux cette obligation de bon accueil. Nous avons reçu dans notre maison, et plus nombreux que jamais, les touristes que notre ville avait intéressés, à un titre ou à un autre. Nous avons bien souvent conduit et commenté des visites de la ville ou du musée. Nous avons fréquemment, et d'ailleurs bien volontiers, abandonné nos travaux personnels pour telle causerie qu'on nous priait de faire devant tel groupe d'étudiants, telle formation de jeunesse. Nous en avons la certitude : le temps que nous avons donné à entretenir nos visiteurs de choses qui nous sont à nous-mêmes si chères, n'a pas été perdu pour notre cité.

Mais ce n'est pas là, de beaucoup s'en faut, le plus amer de notre tâche. Répondre ponctuellement, à peu près chaque jour durant cinq mois de l'année, à des lettres demandant des précisions sur le nombre et la qualité de nos hôtels, sur les « curiosités et distractions » qu'on peut trouver dans notre ville; pareil travail nous est facile, léger, agréable parfois. Mais c'est tout autre chose lorsqu'il s'agit de locations particulières. Il nous faut donc, une fois de plus, prier nos compatriotes de bien vouloir nous aider un peu et, par là, s'aider eux-mêmes. Que les propriétaires d'appartements à louer veuillent bien nous faire connaître d'abord, avec précision, de combien de pièces ils disposent, de combien de chambres, de combien de lits, si le confort exigible est réalisé chez eux. Surtout, qu'ils veuillent bien nous aviser aussitôt, dès qu'ils ont conclu un accord avec le locataire que nous leur avons procuré. Ils nous épargneront ainsi l'inconvénient de donner à un « vacancier » éventuel l'adresse d'un propriétaire qui a déjà loué son appartement. Ces malentendus, ces retards, ces frais superflus de correspondance ont le plus fâcheux effet...

Quoi qu'il en soit, nous constatons, et tout le monde voit, les résultats heureux de notre action persévérante. Nous en sommes même à ce point, le succès ayant passé

de trop loin notre attente, que notre ville, au moment de la grande saison touristique (dont on s'efforce en vain, depuis longtemps, d'étendre la durée par « l'étalement des congés et des vacances ») est devenue incapable d'héberger, certains jours du mois d'août, la foule des touristes. Tout le monde sait que nos hôtels, au nombre de six cependant, n'ont pu suffire, certains dimanches, à assurer les repas qu'on leur demandait. Y a-t-il un remède à cette carence ? Oui, et nous l'avons bien souvent indiqué : il est dans la création et le développement d'un *camping municipal* digne de ce nom. Celui qui existe déjà est tout à fait insuffisant (manque d'ombres, d'eau potable et d'installations sanitaires). Nous savons qu'un projet est à l'étude, nos édiles ayant parfaitement compris l'importance que peut avoir pour leur ville l'existence d'un terrain de camping correctement aménagé. Certaines localités voisines, particulièrement défavorisées pourtant quant au pittoresque de leur site, ont, dès la première année de leur création d'un « camping », tiré un revenu considérable de leur avance de fonds. Et l'on sait d'autre part que les campeurs, s'approvisionnant sur place, laissent au commerce local un bénéfice régulier. Or, la clientèle des campings n'est pas du tout celle des hôtels, auxquels par conséquent la présence d'un camp (dont les occupants, épris de vie au grand air, détestent par-dessus tout restaurants et chambres d'hôtels) ne peut être préjudiciable en aucune façon. Nous savons que, dès que ses moyens le lui permettront, la Municipalité de Saint-Antonin s'attachera à la réalisation, devenue nécessaire et urgente, de ce projet : la création d'un « terrain de camping » digne de notre ville et de la situation qu'elle occupe au centre d'une région si originalement pittoresque.

Il nous reste à dire l'essentiel : nos compliments et notre gratitude à nos concitoyens qui, par leur courtoisie à l'égard de nos hôtes, par la compréhension des besoins de leur ville, c'est-à-dire de leur propre intérêt, facilitent, rendent même agréable la tâche que, dans l'amour que nous avons pour notre cité et dans l'affection que nous leur portons à eux-mêmes, nous continuerons à poursuivre de tout notre cœur.

Pierre BAYROU.